



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

Arrêté n° 2024-3010

OBJET : Portant autorisation de stationnement d'un véhicule pour M. MOUAZ Youssef du 04 novembre au 01 décembre 2024,

Le maire de la Commune de Gardanne,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4, L. 2125-1 et L. 3111-1 ;

Vu le Code Pénal et notamment les articles R610-5, R632-1, R634-2, R644-2 et R644-3 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 115-1, L. 141-10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

Vu le Code de la Route et notamment ses articles L. 325-1, R. 325-1 à R. 325-52, R. 411-1 à R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 417-4 à R. 417-12 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône n°2012297-0004 du 23 Octobre 2012, relatif à la lutte contre le bruit ;

Vu la décision municipale N°2023-80 concernant la tarification des droits d'occupation du domaine public pour l'année 2024 ;

Considérant la demande de stationnement référencée ODP-24-222 en date du 31 octobre 2024 présentée M. MOUAZ Youssef, sis 6 rue Thiers 13120 Gardanne ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

Considérant, les intempéries du mois d'octobre les travaux initialement prévus doivent être reportés.

A R R Ê T E

Article 1:

L'arrêté municipal n°2024-2506 en date du 24 octobre 2024 est abrogé.

Article 2:

M. MOUAZ Youssef est autorisé à occuper le Domaine Public afin de stationner son véhicule sur la place de parking située au droit du 12 place Ferrer, conformément à l'annexe 1 du présent arrêté, le **04 novembre au 01 décembre 2024 de 08H à 20H.**

Le bénéficiaire du présent arrêté pourra également se stationner devant le garage du 12 place Ferrer, lieux des travaux, afin de charger et décharger des matériaux.

Le présent arrêté devra être en vue dans le dit véhicule.

Article 3 :

Cet arrêté n'est jamais renouvelé tacitement et ne confère aucun droit acquis.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande.

Article 4 :

Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé à 100 Euros (1 mois X 100€/mois) conformément à la Tarification des droits d'occupations du domaine public. (N°2023-80)

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

La matérialisation de la place sera effectuée par les services techniques municipaux, le pétitionnaire veillera à son maintien.

Il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur et notamment le Code de la Route.

Article 7 :

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

Fait à Gardanne, le 04 novembre 2024.

**Le Maire,
Hervé GRANIER**



Pour le Maire et par délégation
Antonio MUJICA - 1^{er} Adjoint

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de Monsieur le maire de Gardanne, sis Mairie de Gardanne, cours de la République - 13120 GARDANNE. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le même délai de deux mois à compter, soit de la date de sa notification ou de sa publication, soit à compter de la décision de rejet du recours gracieux, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille sis 31 rue Jean-François Leca – 13002 MARSEILLE.

Publié le : **15 NOV. 2024**

Notifié le :

Annexe 1

